

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION de l'ACTION LOCALE
Bureau des Procédures Environnementales

N° 2011-528

Arrêté préfectoral modificatif

Société ONYX EST à LUDRES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National de Mérite*

Vu le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 513-1 et R. 513-1 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral 2006-527 du 13 décembre 2006 autorisant et réglementant l'exploitation d'une installation de transit et tri de déchets non dangereux par la société ONYX EST sur le territoire de la commune de LUDRES ;

Vu la déclaration d'antériorité réalisée par la société ONYX EST par courrier du 16 mars 2011 adressé au Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Considérant que la déclaration d'antériorité a été réalisée dans le délai d'un an à compter de la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, conformément aux prescriptions de l'article L. 513-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant par ailleurs que le Préfet de Meurthe-et-Moselle avait connaissance de l'existence de cette installation puisqu'il en avait autorisé et réglementé le fonctionnement ;

Considérant que les matières entrantes comme les matières triées et conditionnées sont considérées comme des déchets et visées par les rubriques 2713, 2714, 2715 et 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que la demande de la société ONYX EST visant à bénéficier des droits acquis pour la poursuite de l'exploitation de ses installations de transit, regroupement et tri de métaux, de déchets de métaux non dangereux, de déchets non dangereux de papiers/cartons, de plastiques, de bois et de verre, et de déchets non dangereux non inertes classées dorénavant sous les rubriques 2713, 2714 et 2716 est donc légitime ;

Considérant que la société ONYX EST, ayant renoncé par pétition du 21 juin 2005 à l'exploitation d'une déchèterie dans l'enceinte de son établissement de LUDRES, n'est plus en droit de revendiquer une quelconque antériorité pour la rubrique 2710,

Considérant que l'installation de transit et regroupement de déchets électriques et électroniques n'a jamais été mise en service, et que donc la société ONYX EST ne peut se prévaloir d'une

antériorité pour la rubrique 2711 ;

Considérant que les dépôts de déchets de papiers, plastiques et bois même triés ainsi que l'installation de déchiquetage de déchets en mélange dont de plastiques sont à ranger dans la rubrique 2714 et non à classer sous les rubriques 1530, 1532, 2262 et 2661 ;

Considérant que l'installation de compression d'air n'est plus classable dans la rubrique 2920 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1

Le tableau figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral 2006-527 du 13 décembre 2006 autorisant et réglementant l'exploitation d'une installation de transit et tri de déchets non dangereux par la société ONYX EST sur le territoire de la commune de LUDRES est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère et unité	Capacité autorisée et unité
2714		A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710 et 2711	Activité de regroupement et de tri de déchets industriels banaux	Volume maximal de déchets présents dans l'installation	> 1000 m ³	8.700 m ³
2716		A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719	Activité de regroupement de déchets divers	Volume maximal de déchets présents dans l'installation	> 1000 m ³	4.500 m ³
2713		D	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliages de métaux ou de déchets d'alliages de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712	Activité de regroupement de déchets métalliques	Surface du stockage	100 m ² < S < 1000 m ²	165 m ²
2715		NC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710	Activité de regroupement de déchets de verre	Volume maximal de déchets présents dans l'installation	< 250 m ³	150 m ³
1432		NC	Stockage en réservoir manufacturé de liquides inflammables	Cuve enterrée de fioul de 30 m ³	Volume équivalent de stockage	< 10 m ³ équ.	1,2 m ³ équ.
1435		NC	Installation de distribution de liquides inflammables	Distribution de fioul pour les camions	Volume équivalent distribué annuellement	< 100 m ³ équ.	70 m ³ équ.

A : Autorisation, D : Déclaration, NC : Non classé, équ. : équivalent "

Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-2 du Code de l'Environnement.

Article 3

En application de l'article L 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative (tribunal administratif de Nancy) :


- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 4

Le secrétaire général de la Préfecture, et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur de la société ONYX EST

NANCY, le **6 JUIL. 2011**
Pour le Préfet et par délégation
Pour le secrétaire général absent
La sous-préfète chargée de mission


J. TRIGNAT